

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/EEC/6

9 octobre 2003

(03-5338)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures
de licences d'importation

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La Délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 30 septembre 2003.

Description succincte du régime

1. Le régime de licences d'importation communautaire repose sur le principe selon lequel aucune licence d'importation n'est requise, sauf pour des produits spécifiques qui sont soumis à des restrictions quantitatives ou à des mesures de sauvegarde ou de surveillance des importations. La Communauté n'applique aucune restriction quantitative aux Membres de l'OMC dans le secteur industriel, sauf pour certains produits textiles, et à l'exception des contingents quantitatifs applicables à certains produits originaires de la République populaire de Chine.² En outre, un certain nombre de produits sont soumis à une surveillance communautaire, afin d'améliorer la transparence des importations des produits concernés sans qu'il soit question de limiter l'accès au marché. Les produits visés par les régimes de licences communautaires figurent dans les annexes et dans les règlements auxquels il est fait référence dans les réponses aux questions n° 2 et 3. La réglementation pertinente est indiquée dans la réponse à la question n° 5.

Le régime de licences d'importation applicable aux produits agricoles sert des fins statistiques. Il s'agit d'un régime de licences automatiques. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres à tout requérant. Elles sont subordonnées au dépôt d'une garantie et sont valables dans tous les États membres de la Communauté. Les licences d'importation doivent être présentées avec la déclaration d'importation.

En outre, une licence est requise pour un certain nombre de contingents tarifaires dans le secteur agricole.

¹ Le questionnaire figure dans le document G/LIC/3, en annexe.

² Ces contingents quantitatifs sont basés sur le Règlement (CE) n° 519/94 du Conseil (J.O. n° L 67 du 10 mars 1994, page 89), tel que modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 427/2003 du Conseil, du 3 mars 2003 (J.O. n° L 65 du 8 mars 2003, page 1). Suite à l'accession de la République populaire de Chine à l'OMC, ces contingents seront progressivement supprimés au cours d'une période transitoire, puis abolis au 1^{er} janvier 2005. Cela a nécessité quelques modifications de la réglementation communautaire qui ont été mises en œuvre le 8 mars 2003 (voir l'annexe IV).

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir réponse 1.
3. Voir le tableau suivant.

Régime de licences	Produits visés	Pays visés
Contingents quantitatifs (pour les produits autres que les textiles)	a. Certains produits sidérurgiques	Aucun Membre de l'OMC. Russie, Ukraine et Kazakhstan uniquement.
	b. Chaussures, articles pour le service de la table ou de la cuisine, en porcelaine, vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en céramique, autres qu'en porcelaine <u>Règlement (CE) n° 519/94 du Conseil du 7 mars 1994 (J.O. n° L 67 du 10 mars 1994, page 89), tel que modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 427/2003 du Conseil du 3 mars 2003 (J.O. n° L 65 du 8 mars 2003, page 1)</u> <u>Voir annexe IV.</u>	République populaire de Chine
Surveillance communautaire (pour les produits autres que les textiles)	a. <u>Certains produits sidérurgiques</u> Règlements (CE) n° 542/2003 du Conseil (République tchèque, J.O. n° L 81 du 28 mars 2003, page 1), (Roumanie, J.O. n° L) (Slovaquie, J.O. n° L) (Pologne, J.O. n° L), n° 152/2002 (ERYM, J.O. n° L 25 du 29 janvier 2002, page 1) Règlement (CE) n° 2385/2002 de la Commission (J.O. n° L 358 du 31 décembre 2002, page 125) modifiant le règlement (CE) n° 76/2002 (J.O. n° L 16 du 18 janvier 2002) également modifié par le Règlement n° 1337/2002 (J.O. n° L 195 du 24 juillet 2002) b. <u>Certains produits agricoles.</u> Voir l' <u>annexe I</u> . c. <u>Chaussures originaires du Viet Nam</u> Règlement (CE) n° 1/2000 du Conseil du 17 décembre 1999 (J.O. n° L 001 du 4 janvier 2000, page 1)	Roumanie, République tchèque, Slovaquie, Pologne, ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM) Tous les pays Tous les pays tiers Viet Nam
Textiles: Limites quantitatives ou surveillance	Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil (J.O. n° L 275 du 8 novembre 1993, page 1) relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers <i>[tel que modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 138/2003 de la Commission (J.O. n° L 123 du 28 janvier 2003)]</i>	Voir ci-dessous

I. TEXTILES

Dans le cadre de l'Accord sur les textiles et les vêtements, la Communauté applique actuellement des restrictions quantitatives dans le secteur des textiles à l'encontre des pays tiers suivants, qui sont Membres de l'OMC: Argentine; Brésil; Chine; Corée du Sud; Hong Kong, Chine; Inde; Indonésie; Macao; Malaisie; Pakistan; Pérou; Philippines; Singapour; Sri Lanka³; Taipei et Thaïlande (Règlement de base n° 3030/93). Des seuils de consultation ont été établis avec l'Égypte.

Par ailleurs, il faudrait noter que la Communauté a conclu des arrangements bilatéraux avec l'Arménie, le Bangladesh, la Croatie, les Émirats arabes unis, le Kirghizistan, la Moldova et la Mongolie, pays qui sont tous Membres de l'OMC, au titre desquels les importations à destination de la Communauté de produits relevant d'un certain nombre de catégories de produits textiles sont soumises au système de double contrôle, sans restrictions quantitatives (surveillance, conformément à l'annexe III du Règlement n° 3030/93).⁴

En outre, la Communauté a conclu des accords bilatéraux sur le commerce des produits textiles avec les pays suivants, qui ne sont pas Membres de l'OMC: Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Laos, Népal, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine et Viet Nam. On relèvera que, parmi ces pays, seuls le Bélarus, l'Ouzbékistan et le Viet Nam sont soumis à des restrictions quantitatives (Règlement de base n° 3030/93).

En outre, la Communauté applique des restrictions quantitatives autonomes aux importations en provenance d'un certain nombre de pays non Membres de l'OMC, avec lesquels elle n'a pas conclu d'accords bilatéraux: République fédérative de Yougoslavie et Corée du Nord.

II. AGRICULTURE

Pour ce qui est des contingents tarifaires agricoles soumis à la procédure de licences d'importation, voir la réponse à la question n° 6.

4. La Communauté n'applique aucun contingent quantitatif aux Membres de l'OMC dans le secteur industriel, sauf pour certains produits du secteur des textiles, l'objet du régime des licences étant dans ce cas de restreindre la quantité des importations.

La procédure de licences d'importation pour les produits sous surveillance est appliquée à des fins statistiques. Elle vise également à renforcer le contrôle des importations originaires du pays concerné et, plus spécifiquement, à améliorer le contrôle de l'origine des produits concernés. Elle a pour objectif de surveiller l'évolution des importations mais non pas de restreindre leur quantité. Le régime applicable est celui des licences automatiques.

³ L'application de contingents est suspendue conformément au Protocole d'accord signé entre la Communauté européenne et la République socialiste démocratique de Sri Lanka concernant des arrangements dans le domaine de l'accès au marché des produits textiles et d'habillement, et autorisant son application provisoire (Décision n° 214/2001 du Conseil du 26 février 2001, J.O. n° L 80 du 20 mars 2001, page 11).

⁴ Le Règlement n° 3030/93 régit également le commerce des textiles entre la Communauté et les pays non Membres de l'OMC avec lesquels elle a passé des accords bilatéraux. Il s'agit des pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Laos, Népal, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine et Viet Nam.

Dans certains cas, un système de double contrôle est appliqué (pour certains produits textiles et pour certains produits sidérurgiques), un document d'exportation étant établi par les autorités des pays tiers. L'objectif du système de double contrôle est d'accroître la transparence et d'éviter de possibles détournements des échanges et la fraude douanière grâce à la diffusion rapide d'informations sur l'évolution des flux commerciaux.

Voir également la réponse à la question n° 1.

Fondement juridique

5. Le régime de licences est imposé par disposition législative pour les produits dont la liste figure dans les textes législatifs pertinents. Ces textes définissent les produits visés et ne laissent pas à l'administration la faculté de choisir les produits. Le régime de licences d'importation ne peut être abrogé sans l'accord du législateur (les règlements contiennent généralement des dispositions relatives à la durée et à l'expiration du régime de licences).

5.1 Généralités

Le Règlement (CE) n° 519/94 du Conseil du 7 mars 1994 (J.O. n° L 67 du 10 mars 1994, page 89) a établi le régime commun applicable aux importations de certains pays tiers.⁵

[Tel que modifié par les règlements suivants:

- *Règlement (CE) n° 1921/94 du Conseil (J.O. n° L 198 du 30 juillet 1994, page 1)*
- *Règlement (CE) n° 538/95 du Conseil (J.O. n° L 55 du 11 mars 1995, page 1)*
- *Règlement (CE) n° 839/95 du Conseil (J.O. n° L 85 du 19 avril 1995, page 9)*
- *Règlement (CE) n° 139/96 du Conseil (J.O. n° L 21 du 27 janvier 1996, page 7)*
- *Règlement (CE) n° 168/96 du Conseil (J.O. n° L 25 du 1^{er} février 1996, page 2)*
- *Règlement (CE) n° 752/96 du Conseil (J.O. n° L 103 du 26 avril 1996, page 1)*
- *Règlement (CE) n° 1897/96 du Conseil (J.O. n° L 250 du 2 octobre 1996, page 1)*
- *Règlement (CE) n° 847/97 du Conseil (J.O. n° L 122 du 14 mai 1997, page 1)*
- *Règlement (CE) n° 1138/98 du Conseil (J.O. n° L 159 du 3 juin 1998, page 1).]*

5.2 Produits textiles

5.2.1 Commerce avec les pays Membres de l'OMC et avec les pays avec lesquels la Communauté a conclu des accords bilatéraux:

5.2.1.1 Commerce des produits non soumis aux règles normales du GATT ("produits non intégrés" dans le cadre de l'OMC):

5.2.1.1.1 Règlement de base:

- Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil (J.O. n° L 275 du 8 novembre 1993, page 1) relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers.

⁵ Ce règlement prévoit également l'application par la CE de procédures de licence d'importation à l'égard de la Chine (prière de voir ci-dessus le premier paragraphe du point I et la note de bas de page 2).

[Tel que modifié par les règlements suivants:

- *Règlement (CE) n° 3289/94 du Conseil (J.O. n° L 349 du 31 décembre 1994, page 85) modifiant le Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 1410/96 de la Commission (J.O. n° L 181 du 20 juillet 1996, page 15) portant retrait partiel du Règlement n° 3053/95.*
- *Règlement (CE) n° 2231/96 de la Commission (J.O. n° L 307 du 28 novembre 1996, page 1) modifiant les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et XI du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 2315/96 du Conseil (J.O. n° L 314 du 4 décembre 1996, page 1) établissant la liste des produits à intégrer, au 1^{er} janvier 1998, dans le cadre du GATT de 1994 et modifiant l'annexe X du Règlement n° 3030/93 et l'annexe II du Règlement n° 3285/94.*
- *Règlement (CE) n° 447/97 de la Commission (J.O. n° L 68 du 8 mars 1997, page 16) - limites quantitatives - opérations de perfectionnement passif - Chine.*
- *Règlement (CE) n° 824/97 du Conseil (J.O. n° L 119 du 8 mai 1997, page 1) modifiant le Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 339/98 de la Commission (J.O. n° L 45 du 16 février 1998, page 1) modifiant les annexes I, II, III, V, VI, VII, VIII et IX du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 856/98 de la Commission (J.O. n° L 122 du 24 avril 1998, page 11) modifiant les annexes I, II, III, V, VII, VIII et IX du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 1053/98 de la Commission (J.O. n° L 151 du 21 mai 1998, page 10) modifiant les annexes II, III et IX du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 2798/98 de la Commission (J.O. n° L 353 du 29 décembre 1998, page 1) modifiant l'annexe I du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 1072/99 de la Commission (J.O. n° L 134 du 28 mai 1999, page 1) modifiant les annexes I, II, III, V, VII, VIII et IX du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 1591/2000 de la Commission (J.O. n° L 186 du 25 juillet 2000, page 1) modifiant les annexes II, III, V, VII, VIII et IX du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 391/2001 du Conseil (J.O. n° L 58 du 28 février 2001, page 3) modifiant le Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 1809/2001 du Conseil (J.O. n° L 252 du 20 août 2001) modifiant le Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 27/2002 de la Commission (J.O. n° L 9 du 11 janvier 2002) modifiant les annexes I, III, V, VII et IX du Règlement n° 3030/93.*
- *Règlement (CE) n° 797/2002 de la Commission (J.O. n° L 128 du 15 mai 2002) modifiant les annexes III et VIII du Règlement n° 3030/93.]*

- *Règlement (CE) n° 2344/2002 de la Commission (J.O. n° L 357 du 31 décembre 2002) modifiant les annexes I, III, V et VII du Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil.*
- *Règlement (CE) n° 138/2003 du Conseil (J.O. n° L 23 du 28 janvier 2003) modifiant le Règlement (CEE) n° 3030/93.]*

5.2.1.1.2 Dérogation au Règlement de base:

- Règlement (CE) n° 1087/97 du Conseil (J.O. n° L 158 du 17 juin 1997, page 1) autorisant l'importation [de produits textiles] dans les îles Canaries ainsi que de certains produits contingentés originaires de Chine, sans restrictions quantitatives.

5.2.1.1.3 Règlements portant ouverture de contingents supplémentaires à l'importation pour les foires européennes:

- 1998: Règlement (CE) n° 283/98 de la Commission (J.O. n° L 28 du 4 février 1998, page 9)
- 1999: Règlement (CE) n° 36/1999 de la Commission (J.O. n° L 5 du 9 janvier 1999, page 57)
- 2000: Règlement (CE) n° 297/2000 de la Commission (J.O. n° L 34 du 9 février 2000, page 12)
- Novembre 2000: Règlement (CE) n° 1658/2000 de la Commission (J.O. n° L 192 du 28 juillet 2000, page 15)
- Novembre 2001: Règlement (CE) n° 1850/2001 de la Commission (J.O. n° L 253 du 21 septembre 2001, page 12).
- Novembre 2002: Règlement (CE) n° 1057/2002 de la Commission (J.O. n° L 161 du 19 juin 2002, page 4).

5.2.1.2 Commerce de produits soumis aux règles normales du GATT ("produits intégrés" dans le cadre de l'OMC):

- Règlement (CE) n° 3285/94 du Conseil (J.O. n° L 349 du 31 décembre 1994, page 53) abrogeant le Règlement n° 518/94.

[Tel que modifié par les règlements suivants:

- *Règlement (CE) n° 139/96 du Conseil (J.O. n° L 21 du 27 janvier 1996, page 7) modifiant le Règlement n° 3285/94 et le Règlement n° 519/94 en ce qui concerne le document uniforme de surveillance communautaire.*
- *Règlement (CE) n° 2315/96 du Conseil (J.O. n° L 314 du 4 décembre 1996, page 1) établissant la liste des produits à intégrer dans le cadre du GATT de 1994 le 1^{er} janvier 1998 et modifiant l'annexe X du Règlement n° 3030/93 et l'annexe II du Règlement n° 3285/94.*
- *Règlement (CE) n° 2474/2000 du Conseil (J.O. n° L 286 du 11 novembre 2000, page 1) établissant la liste des produits à intégrer dans le cadre du GATT de 1994 le 1^{er} janvier 2002 et modifiant l'annexe X du Règlement n° 3030/93 et l'annexe II du Règlement n° 3285/94.]*

5.2.2 Importations en provenance d'autres pays ("régime autonome"):

5.2.2.1 Règlement de base:

- Règlement (CE) n° 517/94 du Conseil (J.O. n° L 67 du 10 mars 1994, page 1) relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux, ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation.

[Tel que modifié par les règlements suivants:

- *Règlement (CE) n° 1470/94 de la Commission (J.O. n° L 159 du 28 juin 1994, page 14) portant ouverture d'un contingent quantitatif à l'importation de produits (catégorie 160) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 1756/94 de la Commission (J.O. n° L 183 du 19 juillet 1994, page 9) portant ouverture de contingents quantitatifs à l'importation de produits (catégories 122, 123, 124, 125 B, 140 et 146 C) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2612/94 de la Commission (J.O. n° L 279 du 28 octobre 1994, page 7) portant ouverture de contingents quantitatifs à l'importation de produits (catégories 127 B et 145) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2980/94 de la Commission (J.O. n° L 315 du 8 décembre 1994, page 2) portant ouverture de contingents quantitatifs à l'importation de produits (catégories 146 A et 146 B) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 3168/94 de la Commission (J.O. n° L 335 du 23 décembre 1994, page 23) établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement n° 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.*
- *Règlement (CE) n° 1325/95 du Conseil (J.O. n° L 128 du 13 juin 1995, page 1) modifiant le Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 1627/95 de la Commission (J.O. n° L 155 du 6 juillet 1995, page 8) modifiant le Règlement n° 3168/94, établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement n° 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.*
- *Règlement (CE) n° 538/96 du Conseil (J.O. n° L 79 du 29 mars 1996, page 1) modifiant le Règlement n° 517/94 en ce qui concerne l'importation de produits - Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro).*
- *Règlement (CE) n° 1476/96 de la Commission (J.O. n° L 188 du 27 juillet 1996, page 4) portant ouverture de contingents à l'importation de produits des catégories 87 et 109 originaires de la Corée du Nord et modifiant les annexes IV et V du Règlement n° 517/94. (Rectificatif dans le J.O. n° L 225 du 6 septembre 1996, page 11)*
- *Règlement (CE) n° 1937/96 de la Commission (J.O. n° L 255 du 9 octobre 1996, page 4) modifiant les annexes III B et VI du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 1457/97 de la Commission (J.O. n° L 199 du 26 juillet 1997, page 6) modifiant les annexes III B, IV et VI du Règlement n° 517/94.*

- *Règlement (CE) n° 2542/99 de la Commission (J.O. n° L 307 du 2 décembre 1999, page 14) modifiant l'annexe I du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 7/2000 du Conseil (J.O. n° L 2 du 5 janvier 2000, page 51) modifiant le Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2878/2000 de la Commission (J.O. n° L 333 du 29 décembre 2000, page 60) modifiant l'annexe IV du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2245/2001 de la Commission (J.O. n° L 303 du 20 novembre 2001, page 17) modifiant les annexes III B et VI du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 888/2002 de la Commission (J.O. n° L 146 du 4 juin 2002, page 1) modifiant les annexes I et II du Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 1309/2002 du Conseil (J.O. n° L 192 du 20 juillet 2002, page 1) modifiant le Règlement n° 517/94.]*

5.2.2.2 Règlements concernant les licences d'importation:

- *Règlement (CE) n° 3168/94 de la Commission (J.O. n° L 335 du 23 décembre 1994, page 23) établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement n° 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.*

[Tel que modifié par le règlement suivant:

- *Règlement (CE) n° 1627/95 de la Commission (J.O. n° L 155 du 6 juillet 1995, page 8) modifiant le Règlement n° 3168/94, établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement n° 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.]*

5.2.2.3 Règlements concernant la répartition des contingents:

- *Règlement (CE) n° 2458/97 de la Commission (J.O. n° L 340 du 11 décembre 1997, page 31) - (valable jusqu'au 31 décembre 1998) – répartition des contingents établis pour 1998 par le Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2650/98 de la Commission (J.O. n° L 335 du 10 décembre 1998, page 43) - répartition des contingents établis pour 1999 par le Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2629/99 de la Commission (J.O. n° L 321 du 14 décembre 1999, page 8) - répartition des contingents établis pour 2000 par le Règlement n° 517/94.*

[Tels que modifiés par les règlements suivants:

- *Règlement (CE) n° 394/2000 de la Commission (J.O. n° L 49 du 22 février 2000, page 33) modifiant le Règlement n° 2629/99.*
- *Règlement (CE) n° 2833/2000 de la Commission (J.O. n° L 328 du 23 décembre 2000, page 20) - répartition des contingents établis pour 2001 par le Règlement n° 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2538/2001 de la Commission (J.O. n° L 341 du 22 décembre 2001, page 73) – répartition des contingents établis pour 2002 par le Règlement n° 517/94.*

- *Règlement (CE) n° 2357/2002 de la Commission (J.O. n° L 351 du 28 décembre 2002, page 45) – répartition des contingents établis pour 2003 par le Règlement n° 517/94.]*

5.2.2.4 Importations en provenance de certains pays non Membres de l'OMC:

- Règlement (CE) n° 956/2001 de la Commission, du 16 mai 2001 (J.O. n° L 134/31 du 17 mai 2001) instituant des mesures de surveillance à l'égard des importations de certains produits textiles originaires de la République arabe syrienne (fil de coton).

5.2.3 Trafic de perfectionnement passif (TPP):

5.2.3.1 Règlement de base:

- Règlement (CE) n° 3036/94 du Conseil (J.O. n° L 322 du 15 décembre 1994, page 1) instituant un régime de perfectionnement passif économique applicable à certains produits réimportés dans la Communauté après ouvraison ou transformation dans certains pays tiers. (Rectificatifs dans le J.O. n° L 135 du 6 juin 1996, page 35)

5.2.3.2 Règlement d'application:

- Règlement (CE) n° 3017/95 de la Commission (J.O. n° L 314 du 28 décembre 1995, page 40) abrogeant le Règlement (CE) n° 1816/95 de la Commission (J.O. n° L 175 du 27 juillet 1995, page 21).

5.2.4 Autres communications et renseignements:

- J.O. n° C 52 du 19 février 1998, page 3: Liste des autorités nationales compétentes.
- J.O. n° C 71 du 7 mars 1998, page 2: Liste des Membres de l'Organisation mondiale du commerce.
- J.O. n° C 321 du 20 octobre 1998, page 27: Note sur le site Internet SIGL (information sur les niveaux des contingents ouverts pour les produits textiles – <http://sigl.europe.eu.int>).
- J.O. n° C 46 du 19 février 2000, page 20: Notification de l'application provisoire de certains accords sur les textiles.
- J.O. n° C 88 du 25 mars 2000, page 18: Préparation de la décision concernant la troisième étape de l'intégration dans l'ATV – Appel à commentaires
- J.O. n° C 308 du 1^{er} novembre 2001, page 16: Système de délivrance électronique de licences, Liste de pays
- J.O. n° C 356 du 14 décembre 2001, page 4: Adhésion de la Chine à l'OMC
- J.O. n° C 364 du 20 décembre 2001, page 11: Adhésion de Taiwan à l'OMC
- J.O. n° C 367 du 21 décembre 2001, page 27: Relèvement des niveaux contingentaires concernant le Pakistan pour 2001
- J.O. n° C 374 du 29 décembre 2001, page 58: Système de délivrance électronique de licences, Liste de pays

- J.O. n° C 29 du 1^{er} février 2002, page 5: Système de délivrance électronique de licences, Liste de pays
- J.O. n° C 66 du 15 mars 2002, page 11: Liste des Membres de l'Organisation mondiale du commerce
- J.O. n° C 77 du 28 mars 2002, page 38: Système de délivrance électronique de licences, Liste de pays
- J.O. n° C 99 du 24 avril 2002, page 14: Liste des autorités nationales compétentes

5.3 Produits sidérurgiques

Système du double contrôle sans limites quantitatives:

- Règlements (CE) du Conseil n° 542/2003 (République tchèque, J.O. n° L 81 du 28 mars 2003, page 1) (Roumanie, J.O. n° L) (Slovaquie, J.O. n° L) (Pologne, J.O. n° L), n° 152/2002 (ex-République yougoslave de Macédoine, J.O. n° L 25 du 29 janvier 2002, page 1).

De plus, la CE applique des restrictions quantitatives aux importations en provenance de trois pays non Membres de l'OMC, à savoir la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan.

5.4 Produits agricoles

Dans le secteur agricole, les règlements comportant des dispositions relatives au régime de licences sont les suivants:

5.4.1 Généralités:

- Règlement (CEE) n° 1291/2000 de la Commission, du 9 juin 2000, portant modalités communes d'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles, tel que modifié.

5.4.2 Céréales et riz:

- Règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales, tel que modifié (article 9).
- Règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz, tel que modifié (article 9).
- Règlement (CE) n° 1162/95 de la Commission, du 23 mai 1995, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur des céréales et du riz, tel que modifié.

5.4.3 Viande bovine:

- Règlement (CE) n° 1254/99 du Conseil, du 17 mai 1999, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, tel que modifié (article 29).

- Règlement (CE) n° 1445/95 de la Commission, du 26 juin 1995, portant modalités d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2377/80, tel que modifié.

5.4.4 Viandes ovine et caprine:

- Règlement (CE) n° 2529/2001 du Conseil, du 19 décembre 2001, portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine, tel que modifié (article 13).
- Règlement (CE) n° 1439/95 de la Commission, du 26 juin 1995, établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil en ce qui concerne l'importation et l'exportation de produits du secteur des viandes ovine et caprine, tel que modifié.

5.4.5 Lait et produits laitiers:

- Règlement (CEE) n° 1255/99 du Conseil, du 17 mai 1999, portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers, tel que modifié (article 26).
- Règlement (CE) n° 2535/2001 de la Commission, du 14 décembre 2001, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1255/99 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation du lait et des produits laitiers et l'ouverture de contingents tarifaires, tel que modifié.

5.4.6 Sucre:

- Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil, du 19 juin 2001, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (article 22), tel que modifié.
- Règlement (CE) n° 1464/95 de la Commission, du 27 juin 1995, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur du sucre, tel que modifié.

5.4.7 Fruits et légumes, frais:

- Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil, du 28 octobre 1996, portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes (article 31).

5.4.8 Fruits et légumes, transformés:

- Règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil, du 28 octobre 1996, portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (article 11).

5.4.9 Bananes:

- Règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil, du 13 février 1993, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane, tel que modifié (article 17) par le Règlement (CE) n° 2587/2001 du Conseil, du 19 décembre 2001.
- Règlement (CE) n° 896/2001 de la Commission, du 7 mai 2001, portant modalités d'application du régime d'importation de bananes dans la Communauté.

5.4.10 Matières grasses:

- Règlement (CEE) n° 136/66 du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses, tel que modifié (article 2).
- Règlement (CE) n° 1476/95 de la Commission, du 28 juin 1995, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation dans le secteur de l'huile d'olive, tel que modifié.

5.4.11 Semences:

- Règlement (CEE) n° 2358/71 du Conseil, du 26 octobre 1971, portant organisation commune des marchés dans le secteur des semences, tel que modifié (article 4).
- Règlement (CEE) n° 1117/79 de la Commission, du 6 juin 1979, déterminant les produits du secteur des semences soumis au régime des certificats d'importation, tel que modifié.

5.4.12 Vin:

- Règlement (CE) n° 1493/99 du Conseil, du 17 mai 1999, portant organisation commune du marché vitivinicole, tel que modifié (article 59).
- Règlement (CEE) n° 883/2001 de la Commission, du 24 avril 2001, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur vitivinicole (articles 1^{er} à 5), tel que modifié.

Modalités d'application

6. Les réponses à la question n° 6, points I à XI, se rapportent exclusivement au secteur des textiles, à l'exception des références aux contingents tarifaires agricoles.

I. Les renseignements relatifs à la répartition des contingents, aux formalités de dépôt des demandes de licences et aux quantités attribuées à chaque pays sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes (voir réponse 5). Il n'y a aucune dérogation aux formalités de licences.

II. Dans le secteur des textiles, le volume des contingents est fixé pour l'année. Il n'existe pas de cas où le volume des contingents est fixé pour l'année, mais où les licences d'importation seraient délivrées pour six mois ou un trimestre.

III. La délivrance des autorisations d'importation n'est pas limitée aux producteurs nationaux de marchandises similaires. Les autorités compétentes préviennent la Commission aussitôt qu'elles ont été informées qu'une quantité donnée n'a pas été utilisée pendant la période de validité de l'autorisation d'importation. Cette quantité inutilisée est automatiquement transférée et reportée sur les quantités restantes de l'ensemble des limites quantitatives communautaires pour chaque catégorie de produits et pour chaque pays tiers concerné. Les noms des importateurs auxquels des autorisations d'importation ont été attribuées ne sont pas portés à la connaissance des gouvernements et des pays exportateurs, pour des raisons de confidentialité.

IV. Les importations autorisées sont imputées sur les limites quantitatives fixées pour l'année au cours de laquelle les produits sont embarqués dans le pays fournisseur concerné. Une autorisation d'importation est délivrée sur présentation d'une licence d'exportation délivrée par le pays exportateur. La présentation de la licence d'importation doit être effectuée au plus tard le 31 mars de l'année

suivant celle de l'embarquement des produits couverts par la licence. Dans des circonstances exceptionnelles, le délai de présentation de la licence d'exportation peut être reculé par un État membre au 30 juin, sur demande dûment motivée.

V. Les autorités compétentes doivent délivrer une autorisation d'importation dans un délai maximal de cinq jours ouvrables à compter de la présentation par l'importateur de l'original de la licence d'exportation correspondante.

VI. Les autorisations d'importation sont valables pour une période de six mois à partir de la date de délivrance.

VII. Chaque État membre dispose d'une seule autorité nationale compétente pour délivrer les autorisations d'importation.

VIII. Les autorisations d'importation sont délivrées d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes. Il n'existe pas de dispositions spéciales pour les nouveaux importateurs. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.

IX. S'agissant des échanges avec les Membres de l'OMC et les pays parties à des accords bilatéraux, c'est le système dit de double contrôle qui est applicable. Les autorités compétentes des pays fournisseurs délivrent une licence d'exportation pour toutes les expéditions de produits textiles soumis aux limites quantitatives, à concurrence desdites limites. L'original de la licence d'exportation doit être présenté par l'importateur, en vue de la délivrance de l'autorisation d'importation. Une autorisation d'importation n'est pas délivrée automatiquement, mais dans la mesure où la Commission a confirmé que la quantité demandée est disponible dans la limite quantitative concernée.

X. Il n'y a pas de cas où les importations ne sont autorisées que contre délivrance de permis d'exportation.

XI. Il n'y a pas de produits pour lesquels la délivrance des licences est subordonnée à la condition que la marchandise soit exportée et non pas vendue sur le marché intérieur.

Contingents tarifaires agricoles soumis au régime de licences d'importation: Certains des contingents tarifaires agricoles de la Communauté sont soumis au régime de licences d'importation. Des licences peuvent être accordées au prorata, sur la base des attributions antérieures, ou en fonction des contingents administrés par les pays exportateurs. Certains détails sont notifiés parallèlement à cette notification générale.⁶

7.1 Pour les produits soumis à la surveillance communautaire (autres que les textiles):

- a-b) C'est au requérant qu'il appartient de décider quand déposer sa demande de licence, sachant que le document sera délivré dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Normalement, une licence d'importation est demandée au moment de la déclaration d'importation et la licence est accordée immédiatement (sauf dans le cas des viandes ovine et caprine et des produits laitiers).
- c) Il n'y a pas de restrictions concernant la période de l'année pendant laquelle les demandes de licences peuvent être déposées.

⁶ La notification relative aux contingents tarifaires agricoles figure dans l'addendum au présent document, G/LIC/N/3/EEC/6/Add.1.

- d) Plusieurs organes administratifs peuvent délivrer des licences d'importation. La liste des autorités compétentes des États membres qui délivrent des licences d'importation est publiée au Journal officiel (série "C"). Les demandes n'ont pas besoin d'être transmises à d'autres organismes pour être approuvées et l'importateur ne doit s'adresser qu'à un seul organe administratif.

7.2 Pour les produits textiles soumis à la surveillance communautaire, il est prévu ce qui suit:

- a) Les autorités chargées de la délivrance des licences doivent délivrer un document de surveillance dans un délai maximal de cinq jours ouvrables:
- à compter de la présentation par l'importateur de l'original de la licence d'exportation correspondante (dans le cas du système de double contrôle);
 - à compter du jour de la présentation d'une demande par l'importateur (dans le cas du système de contrôle simple).
- b) Les documents de surveillance sont délivrés d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes.
- c) Il y a des restrictions concernant la période de l'année pendant laquelle les demandes de licences peuvent être déposées.
- d) Un seul organe administratif examine les demandes de licences. Les services de la Commission recueillent des renseignements statistiques sur les produits soumis au système de contrôle simple et au système de double contrôle (système électronique SIGL).

7.3 Pour les produits agricoles, les règles sont les suivantes:

- a-b) Les licences d'importation doivent être présentées aux autorités douanières au moment de l'acceptation de la déclaration d'importation. Elles peuvent être accordées immédiatement, sauf pour certains produits (viandes ovine et caprine et lait et produits laitiers).
- c) Non.
- d) Plusieurs organes administratifs peuvent délivrer des licences d'importation. La liste des autorités compétentes qui délivrent les licences d'importation dans les États membres est publiée au Journal officiel (série "C"). Les demandes de licences ne doivent pas être transmises à d'autres organes pour être approuvées et l'importateur ne doit s'adresser qu'à un seul organe administratif.

8. La seule circonstance dans laquelle une demande de licence peut être rejetée est celle de la non-conformité avec les critères ordinaires.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les licences d'importation sont délivrées sans discrimination à tout importateur de la Communauté, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté, sans préjudice du respect des autres conditions requises en vertu des règles en vigueur. Toute personne peut devenir importateur.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande de licence

10. Pour certains produits sidérurgiques, la Communauté applique un double régime de licences. Outre la présentation d'un document d'importation délivré par les autorités compétentes des États membres, les importations sont subordonnées à la délivrance d'un document d'exportation émanant des autorités compétentes du pays exportateur. (Voir les questions n° 2 et 3.)

Pour les produits textiles soumis à des plafonds quantitatifs: se reporter à l'annexe III pour les renseignements à donner dans les demandes. Un formulaire type figure dans le Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil (J.O. n° L 275 du 8 novembre 1993, page 1) relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 138/2003 de la Commission (J.O. n° L 23 du 28 janvier 2003, page 1).

Le requérant est tenu de fournir une copie du connaissance et une copie du contrat d'achat.

Pour les produits textiles soumis à la surveillance communautaire: se reporter à l'annexe III pour les renseignements à donner dans les demandes. Un formulaire type figure dans le Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil (J.O. n° L 275 du 8 novembre 1993, page 1) relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 138/2003 de la Commission (J.O. n° L 23 du 28 janvier 2003, page 1).

S'agissant d'une demande d'autorisation d'importation dans le cas d'un système de double contrôle applicable aux produits textiles, le requérant est tenu de fournir une copie du connaissance ou du contrat d'achat. S'agissant d'une demande d'autorisation d'importation dans le cas d'un système de contrôle simple, le requérant est tenu de fournir une copie conforme du connaissance, de la lettre de crédit, du contrat ou de tout autre document commercial dénotant une ferme intention d'effectuer l'importation.

Les demandes de documents de surveillance, autres que pour les produits textiles, doivent être envoyées aux autorités administratives compétentes des États membres, ou déposées auprès de ces autorités. Pour les renseignements à fournir dans les demandes, voir le Règlement n° 519/94 du Conseil (J.O. n° L 67 du 10 mars 1994, page 89), tel que modifié par le Règlement n° 139/96 du Conseil (J.O. n° L 21 du 27 janvier 1996, page 7). Un formulaire type de document de surveillance est reproduit dans le Règlement n° 139/96.

Dans le secteur agricole, la demande de licence d'importation doit être transmise aux autorités compétentes des États membres, ou déposée auprès de ces autorités, et être conforme au modèle reproduit à l'annexe I du Règlement (CE) n° 1291/2000 de la Commission (J.O. n° L 152 du 24 juin 2000, page 25).

11. La licence, le document de surveillance ou un extrait est exigé lors de l'importation. Pour les produits textiles soumis à des limites quantitatives ou à la surveillance, un certificat d'origine peut également être exigé, si besoin est, lors de l'importation effective.

Pour certains produits sidérurgiques, la Communauté applique une surveillance préalable. Les importations sont subordonnées à un document de surveillance (licence d'importation) qui est délivré automatiquement sur demande.

12. Il n'est perçu ni droit de licence ni redevance administrative.

13. En général, la délivrance des autorisations d'importation n'est pas assortie de la condition du versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable. Dans le secteur agricole, toutefois, la délivrance des licences d'importation est subordonnée au dépôt d'un cautionnement afin de garantir que

l'engagement d'importer sera respecté pendant la durée de validité de la licence. Le montant de cette garantie, qui dépend des produits, est stipulé dans les dispositions communautaires spécifiques applicables au secteur de produits pertinent. La garantie est restituée une fois que l'obligation d'importer est considérée comme exécutée et que le droit d'importer sous couvert de la licence est considéré comme exercé, c'est-à-dire le jour où la déclaration d'importation est acceptée et où le produit concerné est mis en libre pratique.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Pour les produits textiles soumis à des limites quantitatives ou à une surveillance, les autorisations d'importation ou les documents de surveillance sont valables pour une période de six mois à partir de la date de délivrance. À la demande d'un importateur et pour autant que cette demande soit dûment motivée, les autorités compétentes d'un État membre peuvent deux fois proroger de trois mois la validité de l'autorisation. Les prorogations sont notifiées à la Commission. Dans des circonstances exceptionnelles, un importateur peut demander une troisième prorogation. Les prorogations exceptionnelles ne peuvent être accordées qu'en vertu d'une décision du Comité "textiles", composé de représentants des États membres, et présidé par un représentant de la Commission. La durée de validité des licences d'importation dépend des produits (se reporter à l'annexe IV). La validité d'une licence ne peut être prolongée qu'en cas de force majeure.

Pour les produits agricoles, la durée de validité des licences d'importation dépend des produits soumis à licence d'importation. Les périodes générales de validité sont définies par les règlements pertinents mentionnés pour chaque produit sous les points 5.4.2 à 5.4.12 de la présente notification.⁷ Des renseignements concernant les durées de validité des licences d'importation attribuées dans le cadre des contingents tarifaires figurent dans les réponses à la question n° 14 dans l'addendum. La validité d'une licence ne peut être prolongée qu'en cas de force majeure.

Pour les produits sidérurgiques soumis au système de double contrôle sans limites quantitatives, la durée de validité du document de surveillance est de quatre mois, et elle peut être prolongée de quatre mois.

15. Il n'est pas appliqué de sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une autorisation d'importation ou d'un document de surveillance. Toutefois, dans le cas d'une licence dans le secteur agricole, la garantie n'est pas restituée, en tout ou en partie, si l'importation n'est pas effectuée, ou si elle n'est effectuée qu'en partie pendant la durée de validité de la licence.

16. Les autorisations d'importation ne sont pas cessibles. Les licences d'importation constituent une autorisation et créent une obligation d'importer sous couvert de la licence pendant sa durée de validité. Les obligations découlant des licences ne sont pas cessibles, mais les droits en découlant peuvent être cédés par le titulaire de la licence pendant sa durée de validité.

17. La délivrance d'une autorisation d'importation pour les produits, qu'ils soient ou non soumis à des restrictions quantitatives, n'est subordonnée à aucune autre condition.

⁷ Les différentes durées de validité sont résumées ci-après, à titre indicatif: Céréales et riz: une validité variant entre 45 jours à compter de la date de délivrance et la fin du quatrième mois suivant cette date; viande bovine: 90 jours à compter de la date de délivrance; viandes ovine et caprine: trois mois à compter de la date de délivrance; sucre: depuis le jour de délivrance jusqu'à la fin du mois suivant; lait et produits laitiers: depuis le jour de délivrance jusqu'à la fin du troisième mois suivant; bananes: du jour de délivrance jusqu'au septième jour du quatrième mois suivant le mois de délivrance; matières grasses: 60 jours à compter de la date de délivrance; vin: jusqu'à la fin du quatrième mois suivant la date de délivrance.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable, en dehors de celles de la licence et des formalités administratives similaires.

19. Les autorités bancaires fournissent automatiquement des devises pour les marchandises à importer ainsi que pour financer les coûts des licences d'importation. Il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour pouvoir obtenir des devises.

ANNEXE I

Produits agricoles soumis au régime de licences

CÉRÉALES: Grains: blé tendre, blé dur, orge, seigle, avoine, maïs, sarrasin, alpeste, millet, autres céréales.

Produits transformés: farines, gruaux et semoules de froment (blé), malt, amidons et féculs, glucose, produits à base de céréales, sons, gluten de froment (blé), maltodextrine, sucres caramélisés, racines de manioc, aliments composés pour animaux à base de céréales.

RIZ: Riz en paille, riz décortiqué, riz semi-blanchi ou blanchi, riz en brisures, farine de riz, gruaux et semoules de riz, pellets de riz, flocons de riz, amidon de riz.

SUCRE: Sucres de betterave et sucres de canne, à l'état solide; betteraves à sucre, même en tranches, fraîches, séchées ou en poudre; cannes à sucre; mélasses, sucre et sirop d'érable, autres sucres et sirops (à l'exclusion des sirops de lactose, de glucose, de maltodextrine et d'isoglucose); succédanés du miel, même mélangés de miel naturel; sucres caramélisés contenant à l'état naturel 50 pour cent ou plus en poids de sucrose; sirops de sucre aromatisés ou colorés; pulpes de betteraves; bagasses et autres déchets de sucrerie; certains isoglucoses; sirops d'isoglucose aromatisés ou colorés.

MATIÈRES GRASSES: Huile d'olive et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées; autres huiles et leurs fractions, obtenues exclusivement à partir d'olives, même raffinées, mais non chimiquement modifiées, et mélanges de ces huiles ou fractions avec des huiles ou fractions du n° 1509; olives, fraîches ou réfrigérées ou conservées provisoirement, pour la production d'huile; tourteaux et autres résidus solides contenant plus de 3 pour cent en poids d'huile d'olive; pâtes de neutralisation contenant de l'huile ayant les caractéristiques de l'huile d'olive.

PRODUITS LAITIERS: Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants; lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants; babeurre, lait et crème caillés, yoghourt, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao; lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants; produits consistant en composants naturels du lait, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, non dénommés ni compris ailleurs; beurre et autres matières grasses provenant du lait; pâtes à tartiner laitières; fromages et caillebotte; lactose et sirop de lactose, sans addition d'aromatisants ou de colorants, contenant 99 pour cent ou plus en poids de produit pur; sirop de lactose additionné d'aromatisants ou de colorants; préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux.

VIANDE BOVINE: Animaux vivants de l'espèce bovine, à l'exclusion des reproducteurs de race pure; viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées; abats comestibles des animaux de l'espèce bovine: onglets et hampes, frais, réfrigérés ou congelés.

VIANDES OVINE ET CAPRINE: Agneaux (jusqu'à l'âge d'un an); animaux des espèces ovine et caprine, à l'exclusion des reproducteurs de race pure; viandes des animaux des espèces ovine et caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées; viandes des espèces ovine et caprine, non désossées ou désossées, salées, en saumure, fumées ou séchées.

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS: Se référer au Règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 (J.O. n° L 297 du 21 novembre 1996).

FRUITS ET LÉGUMES TRANSFORMÉS: Se référer au Règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil du 28 octobre 1996 (J.O. n° L 297 du 21 novembre 1996).

BANANES: Bananes, à l'exclusion des plantains, fraîches.

VIN: Jus de raisins (y compris les moûts de raisin, autres qu'en fermentation ou dont la fermentation a été arrêtée autrement que par addition d'alcool; vins mousseux; vins autres que les vins mousseux; moûts de raisin dont la fermentation a été empêchée ou arrêtée par addition d'alcool.

ANNEXE II

Textiles

Renseignements à donner dans la demande d'autorisation d'importation dans le cadre du système de double contrôle aux fins de l'administration des limites quantitatives

La déclaration ou demande présentée par l'importateur aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'autorisation d'importation doit contenir les renseignements suivants:

- a) le nom et l'adresse complète de l'importateur (y compris, le cas échéant, les numéros de téléphone et de télécopieur, le numéro d'identification enregistré auprès des autorités nationales compétentes), ainsi que son numéro de TVA, s'il y est assujetti;
- b) le nom et l'adresse complète du déclarant;
- c) le nom et l'adresse complète de l'exportateur;
- d) le pays d'origine des produits et le pays de provenance;
- e) une description des produits, comprenant:
 - leur dénomination commerciale;
 - la désignation des produits et le code de la nomenclature combinée (NC);
- f) la catégorie appropriée et la quantité exprimée dans l'unité appropriée telles qu'indiquées dans le Règlement applicable aux produits en question;
- g) la valeur des produits, telle qu'indiquée dans la case 12 de la licence d'exportation;
- h) le cas échéant, les dates de paiement et de livraison et une copie du connaissance ou du contrat d'achat;
- i) la date et le numéro de la licence d'exportation;
- j) tout code interne utilisé à des fins administratives, tel que le code Taric;
- k) la date et la signature de l'importateur.

ANNEXE III

Textiles

Renseignements à donner dans la demande d'autorisation d'importation dans le cadre du système de double contrôle pour les produits soumis à la surveillance

La déclaration ou demande présentée par l'importateur aux autorités compétentes en vue d'obtenir l'autorisation d'importation doit contenir les renseignements suivants:

- a) le nom et l'adresse complète de l'importateur (y compris, le cas échéant, les numéros de téléphone et de télécopieur, le numéro d'identification enregistré auprès des autorités compétentes nationales), ainsi que son numéro de TVA, s'il y est assujetti;
- b) le nom et l'adresse complète du déclarant;
- c) le nom et l'adresse complète de l'exportateur;
- d) le pays d'origine des produits et le pays de provenance;
- e) une description des produits, comprenant:
 - leur dénomination commerciale;
 - la désignation des produits et le code de la nomenclature combinée (NC);
- f) la catégorie appropriée et la quantité exprimée dans l'unité appropriée telles qu'indiquées dans le Règlement applicable aux produits en question;
- g) la valeur des produits, telle qu'indiquée dans la case 12 de la licence d'exportation;
- h) le cas échéant, les dates de paiement et de livraison et une copie du connaissance ou du contrat d'achat;
- i) la date et le numéro de la licence d'exportation;
- j) tout code interne utilisé à des fins administratives, tel que le code Taric;
- k) la date et la signature de l'importateur.

ANNEXE IV

Restrictions quantitatives applicables à certains produits originaires de la République populaire de Chine

1. Introduction

Des contingents ont été instaurés en 1994 pour les chaussures, les articles pour le service de la table et les articles en céramique originaires de la République populaire de Chine. Ils sont régis par trois règlements principaux, à savoir:

Règlement (CE) n° 520/94 du Conseil (J.O. n° L 66 du 10 mars 1994, page 1);

Règlement (CE) n° 519/94 du Conseil (J.O. n° L 67 du 10 mars 1994, page 89), tel que modifié en dernier lieu par le

Règlement (CE) n° 427/2003 du Conseil (J.O. n° L 65 du 8 mars 2003, page 1);

Règlement (CE) n° 738/94 de la Commission (J.O. n° L 87 du 31 mars 1994, page 47).

Les produits concernés sont les suivants:

<i>Nom du produit</i>	<i>Code SH/NC</i>
Chaussures	ex 6402 99 (1) 6403 51 6403 59 ex 6403 91 (1) ex 6403 99 (1) ex 6404 11 (2) 6404 19 10
Articles pour le service de la table ou de la cuisine en porcelaine	6911 10
Articles pour le service de la table et la cuisine en céramique, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette en céramique, autres qu'en porcelaine	6912 00

1) À l'exclusion des chaussures à technologie spéciale: chaussures d'un prix c.a.f. à la paire égal ou supérieur à 9 euros, destinées à l'activité sportive, ayant une semelle moulée à une ou plusieurs couches, non injectée, fabriquée avec des matériaux synthétiques conçus spécialement pour amortir les chocs dus aux mouvements verticaux ou latéraux, et pourvues de caractéristiques techniques telles que des coussinets hermétiques renfermant un gaz ou un fluide, des composants mécaniques absorbant ou neutralisant les chocs ou des matériaux tels que les polymères à basse densité.

2) À l'exclusion:

- a) des chaussures conçues en vue de la pratique d'une activité sportive, ayant une semelle non injectée, et qui sont ou peuvent être munies de pointes, de crampons, d'attaches, de barres ou de dispositifs similaires;

- b) des chaussures à technologie spéciale: chaussures d'un prix c.a.f. à la paire égal ou supérieur à 9 euros, destinées à l'activité sportive, ayant une semelle moulée à une ou plusieurs couches, non injectée, fabriquée avec des matériaux synthétiques conçus spécialement pour amortir les chocs dus aux mouvements verticaux ou latéraux, et pourvues de caractéristiques techniques telles que des coussinets hermétiques renfermant un gaz ou un fluide, des composants mécaniques absorbant ou neutralisant les chocs ou des matériaux tels que les polymères à basse densité.

Ces contingents sont éliminés progressivement et seront abolis le 1^{er} janvier 2005.

2. Modalités d'application

Les dispositions législatives applicables aux contingents ordinaires consistent en quatre règlements de la Commission et deux avis aux importateurs de la Communauté publiés chaque année.

2.1 Répartition principale

Un Règlement de la Commission (par exemple le Règlement (CE) n° 1498/2002 de la Commission, J.O. n° L 225 du 22 août 2002, page 15) établit les règles de répartition des contingents et indique les quantités disponibles. Puis un avis aux importateurs de la Communauté est publié (exemple: J.O. n° C 204 du 28 août 2002, page 2). Les importateurs disposent d'au moins six semaines pour demander une part des contingents. Les autorités des États membres communiquent alors à la Commission les quantités qui ont été demandées. La Commission publie, dans un second règlement, les "coefficients de réduction", c'est-à-dire la proportion des quantités demandées pour laquelle une licence d'importation sera délivrée (exemple: Règlement (CE) n° 2077/2002 de la Commission, J.O. n° L 319, page 12). Le coefficient est négatif si les demandes sont supérieures aux contingents disponibles et positif si elles leur sont inférieures. Les autorités compétentes des États membres (services des licences) délivrent en conséquence les licences d'importation. Celles-ci sont normalement valables du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Il existe deux types différents d'importateurs: les importateurs traditionnels (ceux ayant effectué des importations en 1998 ou 1999) et les importateurs non traditionnels (ceux qui n'en ont pas effectué en 1998 ou 1999). Le contingent communautaire total est attribué pour 75 pour cent aux importateurs traditionnels et 25 pour cent aux importateurs non traditionnels.

2.2 Redistribution

À la fin de chaque année, les licences arrivent à expiration et les importateurs doivent les restituer aux services des licences. Les autorités nationales communiquent alors à la Commission, dans les 20 jours suivant l'expiration (c'est-à-dire avant le 20 janvier 2003, voir l'article 20 du Règlement (CE) n° 520/94 du Conseil), les quantités des contingents non utilisées.

Ces quantités sont publiées dans un règlement (exemple: Règlement (CE) n° 538/2003 de la Commission, J.O. n° L 80 du 27 mars 2003, page 13). Un avis aux importateurs communautaires est alors publié (exemple: J.O. n° C 75 du 27 mars 2003, page 5). Les importateurs ont un délai d'au moins six semaines pour demander l'attribution d'une partie de ces quantités, puis les autorités nationales compétentes informent la Commission des quantités qui ont été demandées et la Commission publie les coefficients de réduction (exemple: Règlement (CE) n° 1242/2002 de la Commission, J.O. n° L 181 du 11 juillet 2002, page 6). Les autorités des États membres (services des licences) délivrent en conséquence les licences d'importation qui sont valables jusqu'à la fin de l'année en cours.

3. Contingents additionnels dus à l'accession de la République populaire de Chine à l'OMC et à l'élargissement de la CE en mai 2004.

3.1 Accession de la Chine à l'OMC

L'annexe 7 du Protocole d'accession de la Chine à l'OMC prévoit l'élimination progressive des contingents jusqu'à la fin de l'année 2004 et leur augmentation chaque année. La mise en œuvre du plan d'élimination progressive des contingents et des augmentations annuelles figure dans le Règlement (CE) n° 427/2003 du Conseil, J.O. n° L 65 du 8 mars 2003, page 1, et le Règlement (CE) n° 428/2003 de la Commission, J.O. n° L 65 du 8 mars 2003, page 12.

3.2 Élargissement de la CE en mai 2004

Le prochain élargissement de l'UE aura lieu en mai 2004. Il est prévu d'appliquer une augmentation générale des contingents pour tenir compte de l'élargissement du marché pendant les huit mois allant de mai 2004 à décembre 2004. La Commission est en train de recueillir les données pertinentes.
